



Département de la Gironde  
Canton de Créon

RÉPUBLIQUE FRANCAISE  
MAIRIE DE POMPIGNAC

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
N° 2026-37

**OBJET** : fermeture temporaire de l'aire de jeux de Cadouin

**Le Maire de la commune de Pompignac,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2221-21, L2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1992 portant sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'article R 610-5 du code pénal prévoyant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1re classe ;

**CONSIDÉRANT** que le département de la Gironde a été placé le 11 février 2026 en vigilance jaune pour les risques vent et pluie-inondation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a un risque de sécurité, il convient de réglementer l'aire de jeux de Cadouin de la commune ;

**CONSIDÉRANT** que pour la sécurité des usagers, il est nécessaire de fermer temporairement l'accès à l'aire de jeux de Cadouin jusqu'à nouvel ordre ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1**

À compter du 16 février 2026, l'aire de jeux de Cadouin à Pompignac est fermée au public et son accès est interdit, jusqu'à nouvel ordre.

**ARTICLE 2**

Seules les personnes habilitées et autorisées (services communaux, services de secours) et engins attachés aux travaux peuvent franchir les limites.

**ARTICLE 3**

L'accès est strictement interdit, les usagers en infractions seront verbalisés.

**ARTICLE 4**

L'affichage du présent arrêté sera effectué selon la réglementation en vigueur.

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de TRESSES,

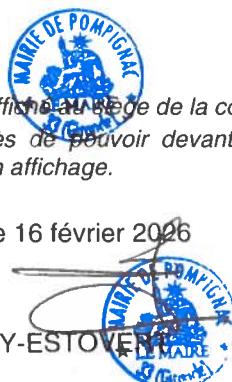
*Le Maire,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de son affichage.

Fait en Mairie le 16 février 2026

Le Maire,

Céline DELIGNY-ESTOVENT



Acte rendu exécutoire  
Publication ou notification  
Le

12 FEV. 2026

